

ENTENDU QUE

Le titre du colloque organisé le 4 décembre dernier par *l'Institut d'études sur la Justice*, à Bruxelles, au Palais des Congrès, disait apparemment presque tout : *La corruption nous concerne tous*. Les intervenants l'ont démontré, chacun avec sa compétence de haut niveau. Pourtant, le véritable thème fut peut-être moins la recension des formes que prend la corruption, qu'un volontarisme, le président de l'Institut lançant comme un mot d'ordre que la corruption n'était pas, écoutons-le, une fatalité et qu'on peut, sinon la juguler, l'empêcher.

Tâche immense ! Le commissaire du gouvernement adjoint aux Finances en donna une idée en commentant un article du journal *Le Monde* expliquant comment n'importe qui peut, moyennant un modeste investissement de 650 dollars, fonder une société offshore permettant de tricher impunément. La route sera longue, avertit Antonio Vitorino (Commission européenne). Aboutira-t-on même jamais ? Jean Godeaux, président de *Transparency International* - titre programme s'il en est ! - nota que le scepticisme restait notre lot et qu'une approche "holistique" (franglais pas mort !) montrait assez qu'une même personne peut être parfaitement honnête et inopinément, corrompue. Pour François Vinck (F.E.B.) les risques de la corruption pour l'entreprise elle-même peuvent outrepasser redoutablement le bénéfice immédiat, l'acteur pouvant devenir victime de ce périlleux *tango* des partenaires de la corruption.

La preuve que ce ne serait pas une fatalité fut administrée par George Bustin, de *l'American Bar Association* montrant que, dans son pays, la réglementation contre la corruption avait récolté des fruits que les pessimistes n'imaginaient pas - surtout depuis le 11 septembre, peut-être ?

La seconde partie du colloque, sous la présidence de Mireille Delmas-Marty (oui vraiment ce colloque était de haut niveau !) fut encore moins spéculative et théorique que la première. Ainsi Marc Pieth (Université de Bâle) avait-il fait parvenir un texte que lut Pierre Lambert sur l'effectivité de la Convention OCDE, la seule recommandation du Parlement européen en l'espèce, il faut bien le constater, qui ait été votée par

les Parlements nationaux et qui, sans être une panacée (le droit pénal n'étant d'ailleurs pas seul en cause) est tout de même acquis. On ne reculera plus. On n'est peut-être pas encore très loin mais on avance...

A quoi servent pourtant les meilleures lois, comme celle du 10 février 1999 en Belgique, relative à la corruption, si les moyens de la mettre en oeuvre font défaut ? C'était le propos, très structuré, de Benoît Dejemeppe, procureur du Roi de Bruxelles et l'un des auteurs du célèbre *Appel de Genève*. Tant qu'une véritable coopération internationale n'existera pas, le combat sera sans autres espoirs que ténus. A quand, interrogea une magistrate dans la salle, un second *Appel de Genève* ? Mais que faire si l'Italie de M. Berlusconi est sourde à propos du mandat d'arrêt européen ?

De brèves notations comme celles-ci ne sauraient donner qu'une faible idée de la richesse du colloque de *l'Institut d'études sur la Justice* dont les actes, fort heureusement, seront publiés aux éditions Bruylant (comme le seront, chez Bruylant aussi, les actes en janvier prochain, du colloque sur le rôle du juge dans la cité). Tout demeure une question de volonté politique mais retenons que le fléau de la corruption n'est pas une fatalité quoiqu'il fasse intrinsèquement partie depuis des temps immémoriaux de nos sociétés, voyez plutôt le *Pro Murena* de Cicéron et certaines *Philippiques* de Démosthène ! Aussi bien la notion de corruption est-elle bien plus complexe, que, par exemple, celle de fraude, juridiquement plus facile à définir et cerner. La corruption continuera sans doute longtemps de faire sécher les juristes et. d'abord. les philosophes du droit. C'est qu'elle prend tant et tant de déguisements, tant de formes subtiles ! Où commence-t-elle au demeurant ? A la bouteille de vin que, sans penser à mal, dira-t-il la main sur la conscience, un des partenaires offre à l'autre ? Au petit service innocent que l'urbanité et les usages du monde justifient ? Petits bouts de laine qui, d'aventure, permettront de détricoter le pull.

On n'a guère parlé, des allusions seulement, d'affaires de corruption spectaculairement mises en

évidence par la justice belge ces dernières années, comme celles dont connut. sortant de ses missions ordinaires pour siéger comme en correctionnelle, la Cour de cassation, ou encore la cour d'appel de Bruxelles avec les cas, d'une part d'un avocat général dont on peut bien dire, aujourd'hui que son pourvoi a été rejeté, qu'il était corrompu jusqu'à l'os, et d'un conseiller d'Etat, exemple plus impressionnant encore. Il n'est pas bouleversant après tout qu'un haut magistrat se révèle malhonnête; personne n'étant au-dessus de tout soupçon, mais plus troublant qu'un haut magistrat qui faisait une brillante carrière se soit laissé corrompre avec la tranquillité d'un fonctionnaire percevant ses émoluments mensuels. Nous passerions ainsi de l'immoralité déplorable mais tristement courante à l'amoralité, autrement effrayante en ce qu'elle serait secrétée par notre société comme une toxine spontanée chez certains malades.

Le bâtonnier Jakhian devait lâcher le mot de *morale*. Après tout, en effet, la morale est une source du droit, même si elle vient bien après la loi, la doctrine, la jurisprudence et si les juristes l'ont toujours considérée d'un oeil suspicieux et presque en haussant les épaules. Quelle morale aussi bien ? C'est mal poser la question. Nous pouvons tous bien danser sur notre tête, une morale, nous en avons tous une. Eichmann avait la sienne, les terroristes ont la leur mais elles sont incohérentes. La bonne question serait donc quelle est notre cohérence, en matière de corruption notamment, dans une perspective kantienne ? Notre société a-t-elle la sienne, ou navigue-t-elle à vue, au coup par coup, et après nous le déluge ?

A écouter les orateurs du colloque, on pouvait penser qu'il y a le feu à la maison mais Raymond Kendall, ancien secrétaire général d'Interpol, qui en bon policier se convainc que 90% des gens sont des braves gens, conclut que la lutte contre la corruption, que tout le mode dénonce et vomit dans des colloques, ne commencera que le jour où il s'agira pour les puissants de se protéger eux-mêmes - ce qui deviendrait, alléluia ! d'actualité, notamment grâce à M. Ben Laden.